

# Fête de la science 2005 : Grande braderie de la Recherche Publique !

Au printemps 2004, les personnels de la recherche publique et de l'enseignement supérieur ont mené une action d'une ampleur inédite et qui a bénéficié d'un large soutien dans l'opinion : démission collective portée par des responsables de structures, manifestations de rue à répétition, engagement des précaires et des jeunes chercheurs...

En cette rentrée 2005, c'est toujours la colère quant à la situation de l'emploi, à la précarité, aux conditions de vie et à la faible attractivité des carrières. Certains agents ne sont même pas rémunérés au niveau de qualification qu'ils exercent. Les jeunes sont particulièrement concernés par l'absence de perspectives d'emplois et par l'urgence sociale dans laquelle ils se trouvent. Des doctorants doivent encore se contenter de "libéralités" pour survivre, hors de tout statut...

Le gouvernement continue de mener une politique qui tourne le dos aux préoccupations de développement et d'amélioration du service public. Il s'est hâté de mettre en place l'ANR (*Agence Nationale de la Recherche*), l'A2I (*Agence pour l'Innovation Industrielle*) et les pôles de compétitivité largement destinés aux grandes entreprises. Il ne soutient plus que la partie de la recherche étroitement liée au développement industriel immédiat. La montée en puissance de l'ANR qui voit son financement augmenter de 70% l'an prochain participe de ce même objectif, tandis que les établissements de recherche publique sont fragilisés (au CNRS, le budget de base 2006 sera à nouveau en régression dans la majorité des laboratoires). Pour contourner le mécontentement général face au fondement de ses projets, il a retardé la sortie de la loi promise, tout en mettant en place les moyens de sa politique !

**En rendant public son « pacte pour la recherche » le gouvernement espère « redorer son blason » à peu de frais, ne soyez pas dupes !**

Exit toute véritable loi d'orientation et de programmation pour laquelle la communauté scientifique est mobilisée depuis le printemps 2004 et pour laquelle elle a fait des propositions. Les emplois annoncés sont essentiellement destinés aux pôles de compétitivité, et sont loin de correspondre au déficit existant déjà dans les EPST (*Etablissements Publics Scientifiques et Technologiques*) et les Universités.

Les CDDs, en revanche, vont se multiplier : il y en aura plusieurs milliers dans les projets ANR, dont le budget, lui, est bien programmé sur plusieurs années ! Le milliard d'euros annuel consiste au 2/3 en des cadeaux fiscaux aux entreprises ou à des projets bénéficiant au secteur marchand.

**Les principes de simple bon sens doivent être respectés : la recherche s'inscrit dans la durée et non sur des financements ponctuels et avec des emplois jetables, la recherche est un travail d'équipe et de collaboration et non de mise en compétition systématique.**

**Nous avons besoin d'une ouverture plus grande de la recherche sur la société, d'une expertise publique indépendante, de démocratiser les choix scientifiques.**

**Comme au début du mouvement, l'appui citoyen est nécessaire pour sauver la recherche, et plus largement, l'ensemble des services publics. Ensemble, exigeons une recherche publique au service de la population et respectueuse de celles et ceux qui la font.**



12 OCTOBRE 2005 - Message du syndicat SUD-RECHERCHE-EPST,

membre de



<http://www.sud-recherche.org/>  
[contact@sud-recherche.org](mailto:contact@sud-recherche.org)

Union  
syndicale  
**Solidaires**